

**Union européenne - Déclaration de
la Haute représentante, au nom de
l'UE, sur les relations entre l'UE et
la Tanzanie - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**
(Bruxelles, 15 novembre 2018)

Depuis de nombreuses décennies, l'Union européenne et ses Etats membres entretiennent des relations étroites et fructueuses avec la République unie de Tanzanie: ils sont ses principaux partenaires en matière de développement et figurent parmi ses premiers partenaires en matière de commerce et d'investissement.

Ce partenariat, qui se traduit également par un engagement commun pour la promotion de la paix, un multilatéralisme effectif et l'intégration régionale, doit s'appuyer sur une confiance réciproque et se fonder sur des valeurs fondamentales telles que la démocratie, les droits de l'Homme et l'Etat de droit.

À cet égard, l'UE et ses Etats membres s'inquiètent des évolutions politiques récentes en Tanzanie. Au cours de ces dernières années, l'Union européenne et ses Etats membres ont constaté un rétrécissement de l'espace public en Tanzanie en raison du durcissement des restrictions imposées aux activités des organisations de la société civile, des médias et de nombreux partis politiques. Le respect des droits de l'homme et de l'état de droit a été à plusieurs reprises mis à mal. L'UE est profondément préoccupée par la détérioration de la situation des personnes LGBTI.

Dans ce contexte, les autorités tanzaniennes n'ont cessé d'exercer des pressions croissantes sur l'ambassadeur de l'UE, ce qui a finalement conduit à son départ forcé et à son rappel pour consultations. Cette attitude sans précédent n'est pas conforme à la tradition établie de longue date d'un dialogue bilatéral et d'une concertation entre les deux parties, ce que l'UE regrette vivement. L'UE demande aux autorités tanzaniennes de s'abstenir d'exercer des pressions indues sur les missions diplomatiques et de leur imposer des restrictions injustifiées.

Compte tenu de tous ces éléments, l'Union européenne et ses Etats membres ont décidé de procéder à un examen approfondi des politiques menées à l'égard de la République unie de Tanzanie. Ils maintiendront les contacts avec les acteurs de toutes les sphères de la vie politique, économique, sociale et culturelle, y compris la société civile, et reprendront le dialogue politique structuré avec le gouvernement tanzanien une fois achevé l'examen des relations, afin de donner aux liens qui les unissent de nouvelles bases, marquées par une plus grande confiance et porteuses d'avenir.

L'UE et ses Etats membres demeurent attachés à une relation saine avec une Tanzanie stable,

démocratique et inclusive, pleinement associée au processus d'intégration régionale./.